

La confection du budget fédéral va commencer dès que le rapport du comité de monitoring sera remis. A savoir dans une dizaine de jours.

# Le budget 2019 s'annonce moins douloureux que prévu

■ La "Suédoise" s'apprête à aller chercher entre 1 et 1,5 milliard d'euros, loin des 4,6 milliards annoncés par le Plan.

Le gouvernement Michel s'apprête à préparer le dernier budget de la législature. Et la conjonction des astres n'est plus aussi favorable qu'en début d'année. D'abord, le ciel s'est assombri sur le plan de la croissance économique. Alors que le taux de croissance du PIB était attendu à 1,8% pour 2018, il serait de 1,6%, comme en 2019 d'ailleurs. Rien de catastrophique mais c'est un peu moins bon que prévu. Et surtout, c'est de l'argent en plus qu'il va falloir aller chercher pour la confection du budget 2019. Dans les grandes lignes, 0,2% du PIB, ce sont tout de même 400 millions d'euros potentiels de moins dans les caisses publiques.

Ensuite, le ciel s'est assombri à la lecture du frais émoulu rapport du Bureau fédéral du Plan (BFP), sur lequel l'État se base pour établir son budget. Et ce rapport, il dit qu'il faudra trouver 4,6 milliards d'euros en 2019 pour maintenir la trajectoire budgétaire sur orbite, celle que nous fixe la Commission européenne depuis quelques années. Ajoutez à cela un rapport de la Cour des comptes qui, pour le précédent budget, celui de 2018, n'était pas complètement rassurant: des incertitudes et des erreurs portent sur un montant global d'environ 2 milliards d'euros.

## Versements anticipés en grande forme

Bref, "ce budget 2019, mais ce n'est jamais le cas, comme on tient à le rappeler dans le cénacle gouvernemental, ne sera pas une partie de plaisir". Ce budget

2019 est toutefois particulier parce que c'est le dernier que la "Suédoise" aura à concocter. Le gouvernement Michel, malgré quelques dissensions de façade (?) sur les volets de la migration et de la sécurité, où CD&V, MR, N-VA et Open VLD ne semblent pas toujours sur la même longueur d'ondes, aura à cœur, entend-on dire, de "terminer en beauté." Entendez sans nouvelles mesures d'imposition. Ni nouvelles coupes sombres importantes dans les dépenses publiques.

Cette volonté d'arborer un budget 2019 "de compétition" s'accommode assez mal d'une conjoncture moins fringante et d'une trajectoire budgétaire à respecter qui impose des choix. Officiellement, tout le monde se retranche derrière le rapport du comité de monitoring, qui arrivera dans 10 jours, pour confectionner le budget. Mais les machines à calculer tournent déjà dans les cabinets.

Résultat: à bonnes sources, le gouvernement "se contentera" d'aller trouver entre 1 et 1,5 milliard d'euros pour boucler son budget 2019. Comment un tel tour de "passe-passe" est-il possible? Par ce qu'on appelle des "corrections techniques". D'abord, et les chiffres de recettes fiscales à fin avril 2018 le montrent très clairement, les versements anticipés des entreprises se portent comme un charme. C'était déjà le cas l'année dernière et cela continue. Les entreprises versent donc leur dû au Trésor public de manière anticipée. Par rapport à 2017, qui était déjà une très bonne année, les recettes fiscales en matière de versements anticipés sont en avance de 2,1 milliards d'euros. Une part de ce montant est considérée comme structurelle par le gouvernement (elle restera entre 50 et 60%, nous dit-on): c'est parce que la conjoncture est favorable, ce qui reste vrai malgré le

refroidissement, que les versements anticipés sont bons. Certes, mais c'est aussi (et surtout?) parce que les pénalités ont été franchement relevées l'an dernier (x3!) que les entreprises versent à l'avance. Une autre raison: les entreprises reçoivent un taux d'intérêt de 2% sur le trop-perçu. C'est mieux que les taux d'intérêt anémiques sur les comptes de dépôt.

## Les bonis de la Sécu

Autre raison qui explique que la confection de ce budget 2019 sera moins douloureuse que prévu: de bonnes nouvelles sur le front de la sécurité sociale. D'après un document qu'un vent favorable nous a fait parvenir, la réunion du comité de gestion de la sécurité sociale qui se tiendra ce vendredi 29 juin devrait entériner une baisse de certaines dépenses et des hausses bienvenues de recettes. Pour faire simple, l'emploi se portant objectivement bien depuis deux ou trois ans, cela a forcément un impact sur les recettes en matière de cotisations ONSS, même si les réductions opérées pour soutenir l'emploi viennent évidemment édulcorer le constat. Certes, on assiste à une légère détérioration pour l'année 2018 (résultat budgétaire global "plombé" de 204,8 millions d'euros). Mais pour 2019, par rapport à 2018, les recettes augmentent de plus de 2,7 milliards d'euros. Un montant important qui permet de faire face à quelques petites mauvaises nouvelles et qui permet surtout d'aborder le budget 2019 avec des sourires moins crispés autour de la table. Ce qui fait dire à l'une de nos sources gouvernementales que Charles Michel "est vraiment né sous une bonne étoile".

François Mathieu, avec Frédéric Chardon